



HAL
open science

Réseaux de villes et migrations: une cartographie analytique

Thomas Lacroix, Grégoire Le Campion

► To cite this version:

Thomas Lacroix, Grégoire Le Campion. Réseaux de villes et migrations: une cartographie analytique. Thomas Lacroix et Bénédicte Michalon (dir.). Des localités pour accueillir. Migrants dans les villes et villages de France et d'ailleurs, Le Bord de l'Eau, 2025, Documents, 978-2-38519-156-6. <hal-05357848>

HAL Id: hal-05357848

<https://sciencespo.hal.science/hal-05357848v1>

Submitted on 10 Nov 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Thomas Lacroix, Directeur de recherche CNRS, UMR CERI, Sciences Po Paris, *fellor* Institut Convergence Migrations, thomas.lacroix@cnrs.fr

Grégoire Le Campion, Ingénieur d'Etudes Statisticien, CNRS, UMR Passage, Université de Bordeaux, gregoire.lecampion@cnrs.fr

Réseaux de villes et migrations : une cartographie analytique¹

Référence : Lacroix, Thomas, et Grégoire Le Campion. « Réseaux de villes et migrations: une cartographie analytique ». In *Des localités pour accueillir Migrants dans les villes et villages de France et d'ailleurs*, par Thomas Lacroix et Bénédicte Michalon. Documents. Le Bord de l'eau, 2025.

En 2017, une délégation de maires américains se rend dans plusieurs municipalités allemandes pour observer la façon dont celles-ci gèrent la présence des populations exilées. Au cours de ce voyage, la délégation visite à Düsseldorf un bureau d'information où les immigrants peuvent se renseigner sur les possibilités d'emploi, de logement, de santé ou d'éducation ou encore trouver une assistance juridique. La représentante de Los Angeles, impressionnée par l'initiative, propose l'ouverture dans les bibliothèques municipales de guichets uniques pour les immigrants de la ville. L'idée attire l'attention et se diffuse dans d'autres villes américaines et notamment à Pittsburgh. Or, en 2020, la municipalité reçoit une délégation des membres du réseau européen *Inclusive Cities*. Et c'est cette fois la ville de Bristol qui se déclare intéressée...

Au début des années 2010, la ville de New York instaure une carte d'identité municipale. Ouverte à tous les résidents quel que soit leur statut légal, cette carte permet un accès à l'ensemble des services municipaux (logement, loisirs, aide juridique, éducation, etc.). Ce type de carte est aujourd'hui bien connu aux États-Unis, notamment au sein du réseau des villes sanctuaires². En 2016, en marge d'une réunion d'un autre réseau, celui des *Cités Interculturelles*, une discussion a lieu entre les élus de New York et de Montréal. Montréal vient de se déclarer ville sanctuaire et cherche mettre en œuvre une politique qui soit à la mesure de cette prise de position. La ville ne met pas de carte municipale en place, mais l'idée se diffuse

¹ Toute notre gratitude va à Jérémy Pasini, chercheur associé au LISST. Sans ses compétences et son travail patient, cette étude n'aurait pas été possible. Il a patiemment nettoyé et enrichi la base de données pour la rendre exploitable. Pablo Salinas... préciser ici ce que Pablo a fait, pour justifier qu'il ne signe pas l'article.

² Le dénominateur commun des villes sanctuaires (*sanctuary cities*) aux États-Unis est celui d'un engagement de la part des municipalités à prendre des dispositions pour ne pas soutenir, voire empêcher l'identification des migrants en situation irrégulière et leur expulsion par les autorités compétentes.

vers l'Europe. En 2021, c'est une petite ville suisse, La Chaux-de-Fonds, qui est la première à l'adopter outre-Atlantique, suivie de Zurich en 2022...

Ces deux événements illustrent la circulation de personnes et d'idées au sein de réseaux internationaux tissés par les municipalités autour des questions migratoires. Ces réseaux forment une infrastructure qui sous-tend la diffusion de pratiques entre des villes sans liens apparents et sur des distances considérables. Ces réseaux et leur configuration restent mal connus. Ce chapitre en propose un tour d'horizon et cherche à les caractériser. Quelle en est la diffusion spatiale ? Quel est le profil des villes concernées ? Quels sont les facteurs qui favorisent la formation de ces regroupements ? Quelles sont les entités qui connectent ces réseaux entre eux ? En première partie du propos, un bref état de l'art sur les réseaux de villes et les migrations permettra de circonscrire ce que sont et ce que font les réseaux de villes. La deuxième partie présentera une cartographie de l'écosystème de ces réseaux à l'échelle mondiale. On examinera les conditions historiques et politiques de configuration de ces réseaux de villes d'une région à l'autre. On s'attardera enfin sur un type de villes qui tient une place particulière dans cette cartographie puisqu'il assure la connexion entre les réseaux d'un continent à l'autre : les villes nodales, qui appartiennent à plusieurs réseaux de villes à la fois.

I. DEFINIR LES RESEAUX DE VILLES : DES REGROUPEMENTS AUX FORMES ET FONCTIONS DIVERSIFIEES

Depuis le début des années 1990, l'attention des chercheurs s'est concentrée sur la ville néolibérale et son intégration dans des réseaux mondialisés (LeGalès, 1995). La recherche sur les villes globales aborde la mondialisation comme un canevas de métropoles interconnectées accueillant les sièges sociaux des entreprises multinationales. Leur position spécifique dans cette géographie du capital a fait de ces villes un aimant pour deux formes opposées de migration : la main-d'œuvre hautement qualifiée travaillant dans les couches supérieures du marché du travail, et les immigrants peu qualifiés, parfois irréguliers (sans papiers), travaillant dans le secteur de la prestation de services (tels que le nettoyage, les soins et la sécurité) (Yeoh, Chang, 2001). Les villes sont également la matrice de la « super-diversité » (*super diversity*), c'est-à-dire des zones de contact où se mêlent des personnes issues d'horizons différents (Vertovec, 2007; Cohen, Sheringham, 2017). Elles sont des lieux de conflits et de compétition, mais aussi de créativité artistique, d'adaptation sociale et d'innovation culturelle (Soja, 1989; Holston, Appadurai, 1996; Bhabha, 2004). Cette empreinte de la globalisation sur les villes constitue les ferments d'une présence accrue des villes sur la scène internationale et du développement d'une « diplomatie urbaine » : un nombre croissant de villes nourrissent et

mettent en œuvre un agenda international dans des domaines aussi variés que l'économie, le marketing urbain, le tourisme, la culture, le changement climatique (Viltard, 2008; Andonova *et al.*, 2009; Jacobs, 2012) et, plus récemment, l'immigration (Thouez, 2020). Le développement des réseaux de villes est une des manifestations les plus emblématiques de cette diplomatie urbaine (Acuto et Rayner, 2016; Curtis, 2016; Oosterlynck *et al.*, 2018). Les recherches ont mis en évidence que ces réseaux jouent un rôle déterminant dans le développement de stratégies économiques internationales, de marketing urbain, de tourisme politique et de diplomatie urbaine (Jacobs, 2012). Ces regroupements permettent aux villes de faire monter en puissance leur agenda au niveau mondial. Ils constituent aussi un outil d'ajustement des relations interurbaines au niveau national (Peyroux, 2016). Pris ensemble, ces réseaux forment un écosystème mouvant qui touche tous les secteurs de la vie publique et dont le nombre est impossible à déterminer tant leur diversité est grande.

1.1. Des réseaux de villes aux configurations diversifiées

Un réseau de villes peut se définir comme un regroupement de municipalités autour d'un agenda commun. Cette définition, à la fois minimale et large, cache en fait des situations diverses. Tous les réseaux n'ont pas le même type d'agenda. Certaines organisations sont spécialisées dans les questions liées à la migration (pour développer une politique d'intégration par exemple). D'autres sont généralistes et l'immigration n'y est qu'un thème parmi d'autres. C'est notamment le cas des associations nationales ou internationales de villes (par exemple la *Local Government Association* basée au Royaume-Uni, ou encore *Eurocities*).

La composition du réseau peut également varier. Les membres peuvent être exclusivement des municipalités et leurs représentants (qu'il s'agisse d'élus, de personnel administratif ou technique), ou être des groupes composites comprenant également des ONG, des représentants ministériels ou des organisations internationales. La composition peut être permanente, mais certains réseaux sont formés de groupes dont la composition fluctue. C'est notamment le cas des forums représentant les collectivités locales dans les organisations internationales, par exemple le Congrès permanent des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, ou encore le Forum des maires pour la mobilité, la migration et le développement, qui incarne la voix des municipalités sur les questions migratoires aux Nations unies. Enfin, les réseaux peuvent se caractériser par une adhésion temporaire, lorsqu'un réseau se constitue autour d'une initiative ou un projet particulier et souvent limité dans le temps. Un exemple est celui de *City-2-City*, un projet destiné à favoriser les échanges d'expériences entre les villes des deux rives de la Méditerranée. Il est piloté par l'agence *International Centre for Migration Policy*

Development (ICMPD). On peut également citer les Communes hospitalières en Belgique, formées lors d'une campagne de sensibilisation de l'ONG CNCD 11.11.11 autour de l'accueil et de la perception des migrations.

Les réseaux se distinguent également en fonction de leur structuration organisationnelle. Ils peuvent être centralisés avec un organe d'administration et de décision dédié, ou au contraire décentralisés, chaque commune gérant sa propre implication, sans autre point commun que l'adhésion à un cadre ou une charte commune. C'est le cas de *Sello Migrante*, en Amérique latine, qui rassemble des communes chiliennes autour d'une charte pour l'accueil des réfugiés haïtiens, ou encore des villes sanctuaires américaines qui s'efforcent de limiter les expulsions des immigrés en situation irrégulière (voir ci-dessous).

Les réseaux de villes se caractérisent donc par leur structure. Ils peuvent être généralistes ou spécialisés, temporaires ou permanents, centralisés ou décentralisés. Ils se différencient également par les fonctions qu'ils exercent.

1.2. Trois fonctions des réseaux de villes

Barbara Oomen a mis en évidence trois fonctions de ces réseaux de villes : pragmatique, symbolique et *juris-generative* (2019). La fonction pragmatique recouvre les échanges d'expériences concrètes et de savoir-faire. Les réseaux de villes facilitent ainsi la production et la circulation de modèles de politiques locales. La fonction symbolique renvoie aux prises de position et à la mise en discours de ces pratiques. Les prises de position des municipalités leur permettent de s'afficher comme des villes cosmopolites et accueillantes. Elles peuvent aussi avoir un impact positif sur la perception des migrants ou encore sur les comportements électoraux. Enfin, la fonction *juris-generative* renvoie à la production des documents et instruments à valeur juridiques. Il peut s'agir de mesures administratives (directives, règlements) ou encore de chartes collectives qui fixent les orientations de ses membres. Sarah Spencer étend cette typologie en développant chacune de ces trois dimensions (2022). Selon elle les réseaux de villes renforcent la crédibilité des politiques locales en alimentant leur substance et en leur offrant un cadre de légitimité. Ces réseaux produisent un cadrage narratif qui structure les prises de position des villes. Ils leur permettent ainsi d'appuyer leurs revendications en leur offrant une plateforme collective. Ils sont enfin un espace de socialisation où les municipalités construisent une identité et une confiance collectives. Les réseaux font donc office de cadre de légitimation, de revendication et de socialisation. Ils nourrissent les actions et les discours des villes en mettant à leur disposition modèles politiques, expériences

concrètes et cadres narratifs. Ils ont donc la capacité d’influer sur les politiques locales tant au niveau pratique que symbolique.

Les activités et les intentions politiques attribuées à ces réseaux varient très fortement. Certains sont créés ou soutenus par des organisations internationales ou étatiques afin de servir de relais pour la mise en œuvre de politiques nationales ou internationales. D’autres sont au contraire issus de mobilisations contre les effets des politiques d’immigration existantes. Ces deux catégories présentent des caractéristiques très différentes. Les réseaux militants tendent à être des organisations peu coordonnées, où les membres sont permanents et adhèrent à un agenda politique commun. On peut citer par exemple la protection des personnes sans titre de séjour contre l’expulsion, le développement d’un accueil inconditionnel (c’est un des objectifs de l’Association des Villes et Territoires Accueillants – ANVITA – en France) ou, la défense de la circulation comme droit de l’homme, etc. Certains sont spontanés (terme repris dans les tableaux ci-dessous), d’autres issus de mouvements de la société civile (*Seebrücke* en Allemagne, *Sanctuary cities* aux États-Unis et au Royaume-Uni, Communes hospitalières en Belgique) mais la grande majorité d’entre eux sont des réseaux nationaux. En revanche, les réseaux parrainés par un ou plusieurs États et/ou organisations internationales ont tendance à avoir une portée internationale (qualifiés de « sponsorisés » dans les tableaux). Ils bénéficient fréquemment de ressources financières plus importantes, mais aussi de capacités de coordination plus fortes que les réseaux nationaux. Les réseaux militants sont présents principalement aux États-Unis et plus récemment en Europe, tandis que les réseaux institutionnels s’observent en Europe et dans les autres parties du monde (voir ci-dessous). Mais tous s’agencent dans une configuration globale.

II. DES CONFIGURATIONS REGIONALES FAÇONNÉES PAR LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Cette partie propose une cartographie analytique des réseaux de villes dans le monde. Elle repose sur l’exploitation d’une base de données constituée entre 2018 et 2020, qui inclut des informations sur 64 réseaux et près de 4000 villes. Les données sur la liste des membres, la date de création, les objectifs, les pratiques et le cadre organisationnel ont été rassemblées principalement par des recherches sur Internet et la collecte de listes de réseaux existantes. Ces recherches ont été effectuées à l’aide de mots-clés liés au champ lexical de la migration et de l’intégration dans les moteurs de recherche présents sur les sites internet des organisations internationales et des associations de villes, ainsi qu’au champ lexical des villes et réseaux de villes dans les sites d’organisations liées à la migration. Des entretiens complémentaires ont été

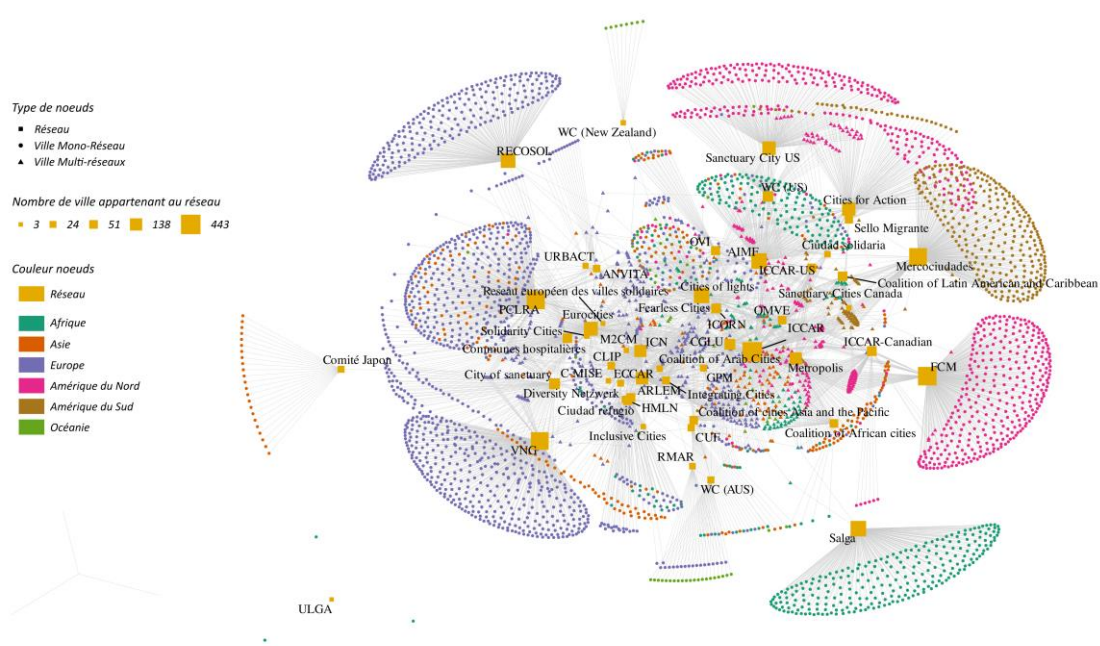
menés avec des acteurs d'organisations de la société civile (*Open Society Foundation, Welcoming International, Open Arms*), des représentants de villes et de réseaux de villes et des fonctionnaires impliqués dans le processus d'élaboration du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et dans lequel les villes et leurs réseaux ont été particulièrement actives. Les résultats ont été compilés dans un fichier Excel comprenant des informations sur leur date de création, leurs activités, la liste de leurs membres, leurs partenariats, leurs types et leur échelle. La base a été complétée manuellement par l'ajout d'informations concernant la population des villes et leur géolocalisation, principalement à partir des sites *wikipedia* et *worldcities*.

Les données ont fait l'objet à la fois d'un traitement statistique et géomatique par Grégoire Le Champion (qui a réalisé l'ensemble des analyses de réseaux et également contribué à la rédaction du texte) et Pablo Salinas Kraljevich qui a produit la carte des communautés de réseau. Par souci de reproductibilité et d'ouverture, le choix a été fait d'utiliser le logiciel libre QGIS et le langage de programmation R. Tout le traitement statistique, à savoir le nettoyage et la mise en forme de la donnée, le calcul d'indicateurs statistiques (nombre de réseau d'appartenance...), l'appariement des bases (récupération des données sur les villes concernées) a été fait à l'aide de R et notamment du package *dplyr*. La réalisation des graphiques a, elle aussi, était exécutée via R et les packages de référence *igraph* et *ggraph*. Les données ont par ailleurs fait l'objet d'un traitement spatial sur le logiciel Qgis, à savoir la géolocalisation des villes, le calcul des indicateurs spatiaux (distance entre les différentes villes, distance à la mer...) et la représentation cartographique.

II.1. Un écosystème global et interconnecté

La figure 1 offre une vue globale des réseaux de villes dans le monde et révèle d'emblée leur très forte interconnexion. Un seul réseau référencé ici n'est connecté à aucun autre : la *Uganda Local Level Association*. Cette organisation généraliste rassemble les municipalités ougandaises, dont quatre villes investies dans le projet « Empowering Refugee Hosting Districts in Uganda » portant sur l'accueil et l'insertion des réfugiés (lancé en 1994).

Figure 1: Les réseaux de villes sur les migrations dans le monde



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021

La quasi-totalité des réseaux sur les migrations inclut donc au moins un membre lui-même impliqué dans au moins un autre réseau de villes. On pourrait avancer que les municipalités intéressées par les questions migratoires forment un petit monde très interconnecté. Nous allons voir que les acteurs de cette interconnexion sont les organisations internationales d'une part, les villes nodales d'autre part. Ces dernières feront l'objet d'un examen approfondi en dernière partie de ce chapitre. Attardons-nous ici sur ces réseaux mondiaux dont les membres sont répartis sur les différents continents et soutenus par les organisations internationales (Tableau 1)

Tableau 1: Les réseaux de villes mondiaux : des réseaux aux origines et aux perspectives diversifiées

Nom	Date de création	Perspective	Mode de création	Type
Cities Alliance	1999	généraliste	Sponsorisée (UNOPS, multideurs)	Forum
United Cities and Local Governments	2004	généraliste	Sponsor (UN)	Forum

Cities of lights	2020	Spécialisé	Sponsorisée (HCR)	Campagne
Fearless cities	2017	généraliste	Spontanée	Association
Global Parliament of Mayors	2016	généraliste	Spontanée	Association
Intercultural cities network	2014	Spécialisé	Sponsorisée (Council of Europe)	Association
International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities – ICCAR	2004	Spécialisé	Sponsorisée (UNESCO ICCAR project)	Association
International Cities of Refuge Network	2006	Spécialisé	Spontanée	Association
Mayoral Forum on Human Mobility and Development	2018	Spécialisé	Sponsorisée (UN)	Forum
Metropolis	1985	généraliste	Spontanée	Association
Observatoire des Maires sur le Vivre ensemble	2015	Spécialisé	Spontanée	Association
Observatoire des villes inclusives	2012	Spécialisé	Spontanée	Association
Association Internationale des Maires Francophones	1979	généraliste	Spontanée	Forum

On observe, depuis le début des années 2000, un rapprochement entre les organisations internationales et les autorités locales, sous-tendu par leur recherche de partenaires non étatiques. Ce phénomène est bien connu des observateurs de ces organisations. Réputées plus proches des réalités de terrain, et moins promptes à la corruption que les administrations d'État, les villes deviennent des points d'appui d'une stratégie de développement territorialisé. Ce rôle est consacré par les Objectifs 2030 du Développement Durable, et plus particulièrement par l'objectif 11 ou encore par le nouvel agenda urbain de UN-Habitat. Ces accords cachent en fait un activisme « urbain » des organisations internationales dans tous les domaines, et en particulier celui des migrations. Des institutions internationales ont soutenu la création et les activités des villes dans ce domaine. Le réseau ICCAR (Coalition internationale des villes contre le racisme) est piloté par l'UNESCO (voir le chapitre de Jérémy Pasini dans cet ouvrage), *Intercultural Cities* est soutenu par le Conseil de l'Europe (White, 2017), et diverses initiatives sont menées par Cités et Gouvernements Locaux Unis, un organisme des Nations unies représentant les autorités locales. Autre signe de cet intérêt croissant, en 2015, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a organisé sa conférence annuelle sur le thème des

villes et des migrations (Ahouga, 2017). Cette conférence légitime l'inclusion des autorités locales dans la préparation du Pacte mondial sur les migrations (aussi appelé le Pacte de Marrakech³). En parallèle, est créé en 2013 le Forum des maires pour la mobilité et le développement ainsi que le mécanisme des maires pour les migrations, deux organes formalisant la présence des autorités locales dans le cadre plus large de la gouvernance des migrations, aux côtés des États et des organisations de la société civile. Les organisations internationales expliquent donc (en partie) cette forte connexion intercontinentale des réseaux de villes, mais aussi la place de ces dernières dans les débats internationaux sur les migrations. Si les différentes régions du monde apparaissent interconnectées, il n'en demeure pas moins que celles-ci présentent des configurations spécifiques. La section suivante tente de caractériser et expliquer celles-ci.

II.2. Tropismes étatiques ou régionaux dans le monde

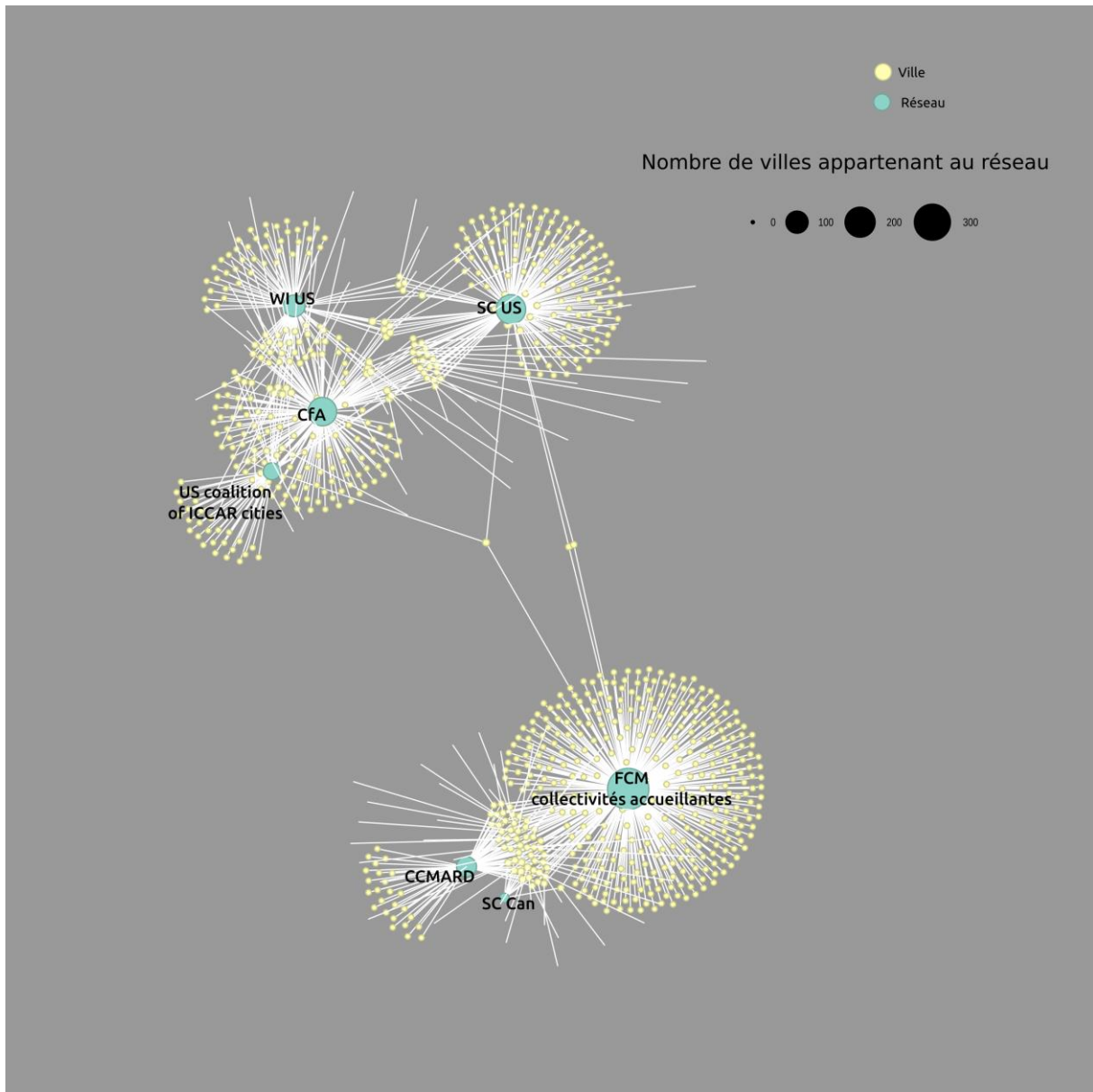
Le développement des réseaux de villes et leur configuration divergent d'une région du monde à l'autre. Cette partie montre les différences entre sur les conditions de leur mise en place en Amérique du Nord, en Europe, en Amérique latine et dans le reste du monde.

II.2.1. Le tropisme national des réseaux nord-américains

En Amérique du Nord, les réseaux de villes ont une assise nationale. La figure 2 distingue clairement les regroupements des villes états-uniennes (en haut sur le graphique) et les canadiennes : seules trois villes nodales font la jonction entre les deux familles de réseau.

Figure 2 : Une configuration spatiale peu intégrée des réseaux de villes en Amérique du Nord

³ Le pacte jette les bases d'un cadre international de collaboration pour la gouvernance des migrations dans lesquels les collectivités territoriales sont mentionnées 12 fois.



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021.

Cette configuration stratocentrique s'explique par la faible intégration régionale de l'Amérique du Nord. Les organisations régionales telles que l'Association de Libre Echange Nord Américaine ne construisent pas un espace d'échange politique intégré ni pour les Etats eux même et encore moins pour les acteurs locaux. mais aussi par le contexte fédéral qui accorde une marge de manœuvre plus grande aux collectivités territoriales. En raison de contextes politiques très différents, les deux fédéralismes nord-américains présentent des effets presque opposés.

Aux États-Unis, les relations entre l'échelon local et les autorités fédérales sont très ambivalentes. Le mouvement des villes sanctuaires est caractéristique de cette conflictualité.

Au début des années 1980, l'administration Reagan a refusé de reconnaître le statut de réfugié aux immigrants fuyant les conflits en Amérique centrale (Nicaragua, Costa Rica et Salvador). En réaction, des organisations ecclésiastiques ont appelé à la désobéissance civile et ont prôné l'accueil et le soutien des exilés au mépris de la politique nationale. San Francisco, en 1985, a suivi le mouvement et est devenue la première ville sanctuaire en refusant de soutenir l'application des lois sur l'immigration dans sa circonscription. À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, l'IIRIRA (*Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act*) dota les autorités fédérales de moyens légaux pour obliger les acteurs locaux à collaborer avec la police des étrangers (*Immigration and Custom Enforcement*) (Cottle, 2022). Ces pouvoirs furent encore étendus par le programme S-Comm sous la présidence Bush. Parallèlement, suite aux lois Clinton après les attentats d'Oklahoma City et au *Patriot Act* après l'attaque du World Trade Center, le nombre d'immigrants sans papiers a atteint, selon le Pew Research Centre, le chiffre vertigineux de 12,2 millions de personnes en 2006.

Tableau 2: Des réseaux de villes nord-américains majoritairement spécialisés et spontanés

Nom	Date de création	Pays	Champ d'activité	Mode de création	Type
Canadian Coalition of Municipalities Against Racism and Discrimination (CCMARD)	2005	Canada	Spécialisé	Sponsorisé (UNESCO ICCAR project)	Forum
Collectivités accueillantes	2016	Canada	Spécialisé	Spontanée	Projet
Sanctuary cities Canada	2013	Canada	Spécialisé	Spontanée	Association
Cities for action	2014	US	Spécialisé	Spontanée	Association
League for cities	1924	US	generaliste	Spontanée	Association
Sanctuary cities	1985	US	Spécialisé	Spontanée	Association
U.S. Coalition of Cities against Racism and Discrimination	2013	US	Spécialisé	Sponsor (UNESCO ICCAR project)	Association
Welcoming cities US	2009	US	Spécialisé	Spontanée	Association

Les réactions des autorités locales sont contrastées : alors que certaines d'entre elles ont soutenu l'administration fédérale en adoptant des lois répressives, d'autres ont adopté des politiques pro-immigrés destinées à les protéger de la répression de l'immigration (Varsanyi, 2010). Ce contexte a donné lieu à un renouveau du mouvement des villes sanctuaires. Il compte aujourd'hui près de 200 membres aux États-Unis, bien que toutes les villes adoptant cette approche n'adoptent pas le label « ville sanctuaire ». Le mouvement des villes sanctuaires est en soi un regroupement de villes qui rejettent toute forme de coopération avec la police fédérale pour identifier et expulser les personnes en situation irrégulière.

Un autre réseau a émergé au cours de la dernière décennie : les *Welcoming cities*. Lancé en 2013, il englobe 93 villes (en 2020). Il est coordonné par une organisation de la société civile, *Welcoming America*, qui fournit une plateforme de partage d'expériences et des lignes directrices pour les politiques d'accueil (Housel *et al.*, 2018; Rodriguez *et al.*, 2018). Contrairement aux villes sanctuaires, qui forment un mouvement décentralisé, *Welcoming America* fournit une colonne vertébrale institutionnelle au réseau des *Welcoming cities*. Il met davantage l'accent sur l'accueil des immigrants et l'accès aux services que sur le militantisme anti-expulsion.

En dépit de leurs différences, ces réseaux contribuent à former un écosystème interconnecté de municipalités où s'élaborent une rhétorique et des pratiques alternatives sur l'immigration. Au-delà de leur diversité, et malgré l'absence d'organisation centralisée, ces mouvements rassemblent des villes partageant les mêmes idées. Leur degré d'engagement varie beaucoup, depuis les maires qui affichent simplement un soutien symbolique à cette cause jusqu'aux municipalités qui approuvent une législation en contradiction flagrante avec les orientations nationales. Elles mettent en œuvre des mesures telles que la création de cartes d'identité municipales (De Graauw, 2014), le blocage de transfert d'informations à l'administration chargée de l'application des lois sur l'immigration (la politique « Don't ask, don't tell ») ou des politiques destinées à créer un contexte de confiance entre l'administration locale et les résidents sans-papiers (Mancina, 2019).

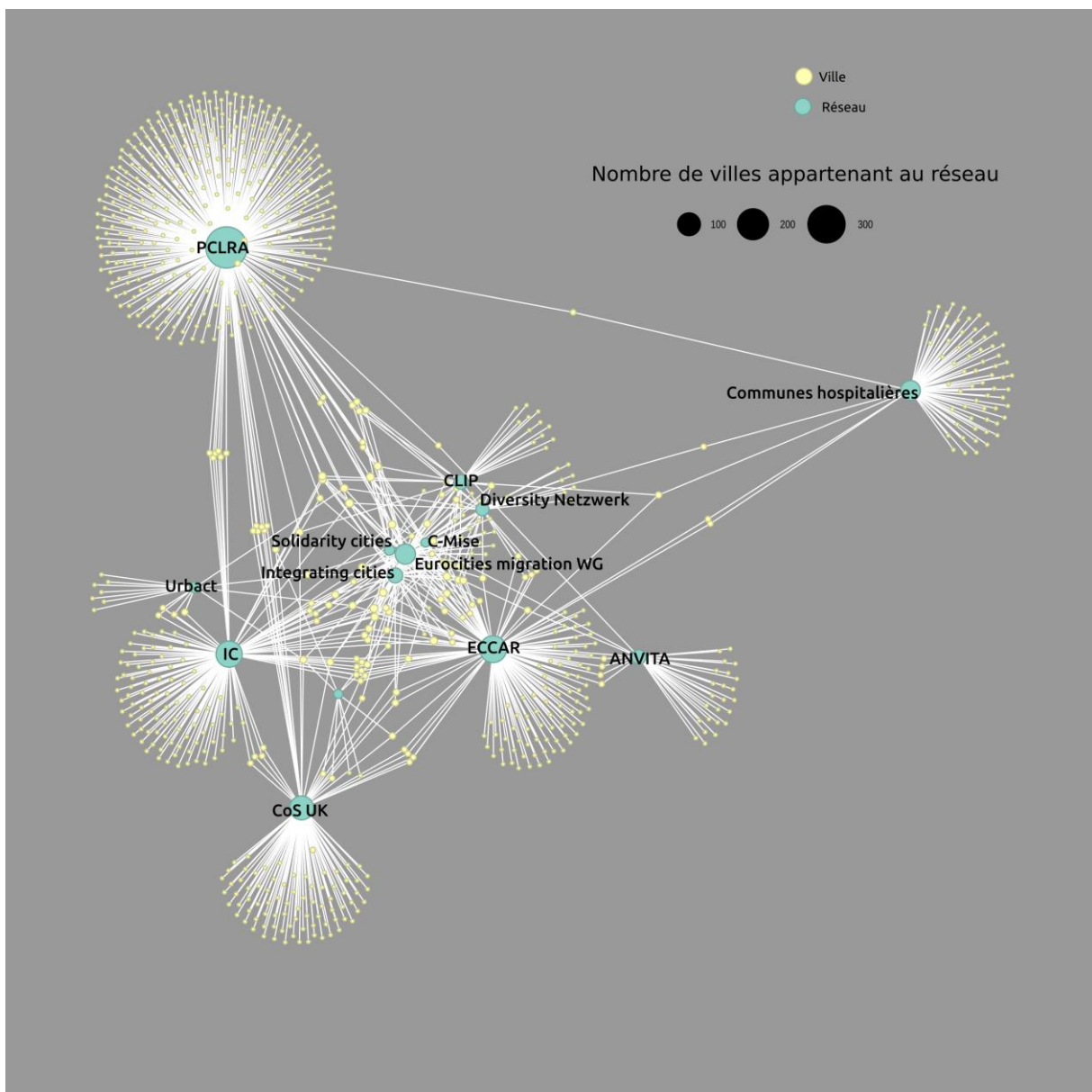
Aux États-Unis, les relations entre les échelons locaux et nationaux sont très polarisées. Ce n'est absolument pas le cas au Canada où la politique fédérale demeure moins drastique et la population en situation irrégulière plus petite. Le mouvement des villes sanctuaires y a pris une ampleur bien moindre avec onze villes concernées (Paquet, Joy, 2022). Leurs prises de position relèvent plus de la déclaration de principe, sans réel programme mis en œuvre derrière. Comme évoqué en introduction, la ville de Montréal fut brièvement érigée en ville sanctuaire en 2016, à la suite de l'élection de Donald Trump. Il s'agissait pour le maire d'afficher sa solidarité avec

les villes sanctuaires états-uniennes. La municipalité a ensuite retiré le label faute de pouvoir lui donner plus de substance. Le fédéralisme migratoire canadien est bien plus intégré et moins polarisé qu'aux États-Unis, ce qui limite les capacités d'action des équipes municipales (Hudson, 2019).

II.2.2. Des réseaux européens à la configuration intégrée

Dans l'Union européenne, les réseaux de villes présentent une configuration spatiale bien plus intégrée qu'en Amérique du Nord.

Figure 3: Une configuration intégrée des réseaux de villes en Europe



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021.

Cette configuration s'explique d'abord par l'inscription des villes dans l'architecture institutionnelle de l'Union européenne. À partir de 1992 et du traité de Maastricht, trois institutions voient le jour pour servir de courroie de transmission entre collectivités territoriales et instances européennes : l'Assemblée des régions (AdR), le Comité des communes et régions d'Europe (CCRE) et, peu de temps avant, *Eurocities*. Ce dernier est un réseau de villes créé pour exprimer les besoins et les préoccupations des autorités locales. Au début des années 2000, tandis que les migrations et l'intégration deviennent une compétence européenne en vertu du traité de Maastricht, les villes (par le truchement de *Eurocities*) deviennent un interlocuteur sur les questions migratoires. Le programme URBAN de la Commission soutient des programmes de réduction de la pauvreté au niveau des villes (Russeil et Healy, 2015) et consolide le rôle de l'AdR, du CCRE et d'*Eurocities* en tant que partenaires politiques. L'intégration des immigrants fait partie de l'agenda urbain de l'Union européenne au milieu des années 2000. Le lobbying actif d'*Eurocities* (qui compte désormais un groupe de membres axé sur cette question, au sein de son groupe de travail sur la migration et l'intégration, le *Working Group on Integration and Migration* - WGIM), associé à un désengagement relatif des États membres, entraîne ce changement. L'adoption de la stratégie de Lisbonne en 2000, qui identifie l'immigration comme un atout économique essentiel, et la mise en œuvre consécutive du programme-cadre sur la solidarité et la gestion des flux migratoires en 2007 ont été un catalyseur pour ce que l'on appelle le « tournant local » des politiques d'intégration (Caponio et Borkert, 2010). Le programme URBAN est remplacé par URBACT en 2006. Ce dernier met l'accent sur le *benchmarking* et le partage d'expérience plutôt que sur le soutien financier (Russeil et Healy 2015). Ce contexte favorise la multiplication des réseaux de villes à travers l'Europe : le WGIM d'*Eurocities*, les villes pour les politiques locales d'intégration des migrants (*Cities for Local Integration Policies* - CLIP) en 2006, *Integrating cities* en 2006, l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) en 2010, les villes solidaires (solidary cities) en 2016 et des réseaux limités dans le temps tels que le projet *City-to-City* (MC2CM) (2015), pour n'en citer que quelques-uns. Ces réseaux contribuent à informer et à diffuser certains des modèles politiques qui alimentent le « tournant local » des politiques d'intégration. Par exemple, les politiques dites de la « diversité » se sont progressivement diffusées comme modèle de politiques d'intégration des immigrants - cette notion provient initialement du secteur des entreprises (Penninx, 2000; Doytcheva, 2019).

Tableau 3: Les réseaux de villes régionaux en Europe, des réseaux majoritairement spécialisés et sponsorisés

Nom	Date de création	Champ d'activité	Mode de création	Type
Euro-Mediterranean Regional and Local Assembly (ARLEM)	2010	Généraliste	Sponsorisé (EU Assembly of Region)	Forum
City-to-City (MC2CM)	2015	Spécialisé	Sponsor (EU/ICMPD)	Projet
Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)	1951	Généraliste	Sponsor (EU)	Forum
Réseau européen des villes solidaires	2015	Spécialisé	Spontanée	Association
CLIP - European network of cities for local integration policies for migrants	2006	Spécialisé	Sponsor (EU)	Projet
Permanent Congress of Local and Regional Authorities	1994	Généraliste	Sponsor (Council of Europe)	Forum
City Initiative on Migrants with Irregular Status in Europe (C-MISE)	2017	Spécialisé	Sponsor (Eurocities)	Projet
European Coalition of Cities against racism	2004	Spécialisé	Sponsor (UNESCO ICCAR)	Association
Eurocities	1989	Généraliste	Spontanée	Forum
Integrating cities	2006	Spécialisé	Spontanée	Association
Solidarity cities	2016	Spécialisé	Spontanée	Association
Arrival cities	2003	Généraliste	Sponsor (EU/URBACT)	Projet
Open cities	2008	Spécialisé	Sponsor (EU/URBACT)	Projet
Rumourless cities	2018	Spécialisé	Sponsor (EU/URBACT)	Projet

La constitution des réseaux de villes en Europe s'inscrit donc dans un « tournant local » des politiques européennes d'intégration. Pour autant, selon Barbara Oomen ces réseaux sont le symptôme d'un « découplage » entre les politiques progressistes au niveau urbain et les

politiques migratoires restrictives au niveau national (2019). Au cours de la dernière décennie, on observe en effet l'émergence d'une nouvelle génération de réseaux dont les ressorts sont assez similaires à ceux des réseaux aux États-Unis. Formés de manière spontanée en réaction à des pratiques sécuritaires, ils se développent à partir de la « crise de l'accueil » de 2015. C'est particulièrement vrai dans les pays méditerranéens, épicerie régionale des tensions migratoires (Lacroix *et al.*, 2022). C'est le cas en Espagne où un groupe de villes crée le *Red de Municipios de Acogida de Refugiados and Ciudades Refugio* en 2015. Ces villes interpellent le gouvernement qui ne respecte pas ses promesses de relocalisation des réfugiés en provenance du Moyen-Orient. En France, l'Association des Villes et Territoires Accueillants (Anvita) est issue d'un mouvement de maires à la recherche d'un autre modèle que le confinement mis en œuvre à Calais. L'association est créée en 2018 autour d'un agenda sur l'accueil inconditionnel des migrants (voir Flamant et Lacroix dans ce volume). En Italie, le décret aux tonalités autoritaires proposé en 2018 par Matteo Salvini, alors ministre de l'Intérieur, provoque une forte mobilisation de plusieurs centaines de villes italiennes qui se déclarent opposées à sa mise en œuvre. Ailleurs en Europe, des réseaux similaires se créent à l'initiative d'organisations de la société civile, dont *le réseau des communes hospitalières* en Belgique ou les *Cities of Sanctuary*.

Tableau 4: Des réseaux de villes nationaux en Europe spécialisés et spontanés

Nom	Date de création	Pays	Champ d'activité	Mode de création	Type
Communes hospitalières	2012	Belgique	Spécialisé	Spontanée	Campagne
Association des Villes et Territoires Accueillants	2018	France	Spécialisé	Spontanée	Association
Cités Unies France	1975	France	généraliste	Sponsor (France)	Projet
Diversity Netzwerk	2015	Allemagne	Spécialisé	Spontanée	Association
Rete dei comuni solidali (RECSOL)	2003	Italie	Spécialisé	Spontanée	Association
Cuidades Refugio	2015	Espagne	Spécialisé	Spontanée	Association
Red de Municipios de Acogida de Refugiados (RMAR)	2015	Espagne	Spécialisé	Spontanée	Association

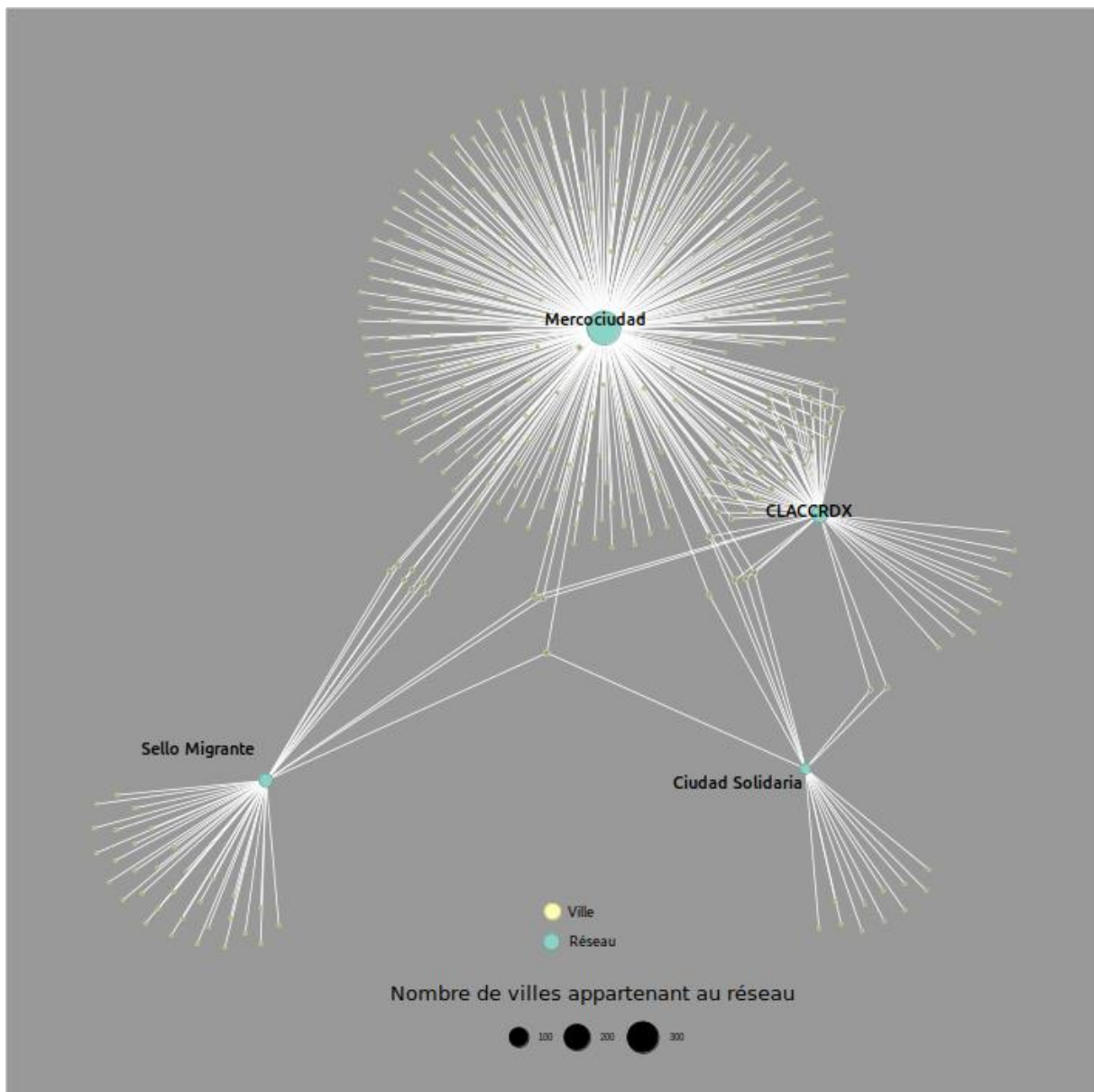
Red Valenciana de Ciudades de acogida	2015	Espagne	Spécialisé	Spontanée	Association
Vereniging van Nederlandse Gemeenten	1912	Pays-Bas	generaliste	Sponsor (the Netherlands)	Forum
Cities of Sanctuary	2005	Royaume-Uni	Spécialisé	Spontanée	Association
Inclusive cities	2017	Royaume-Uni	Spécialisé	Spontanée	Projet
Local government association	1997	Royaume-Uni	généraliste	Sponsor (RU)	Forum

L'Europe est donc le lieu d'une juxtaposition de deux générations de réseaux : une première issue d'un « tournant local » des politiques migratoires, une seconde de réseaux militants. Ces deux générations s'entremêlent pour former un entrelacs transeuropéen.

II.2.3. En Amérique latine, diversité des acteurs et des échelles de gouvernance

L'Amérique latine constitue la troisième région du monde par sa densité de réseaux de villes consacrés aux migrations. Ce constat témoigne de l'émergence de l'Amérique latine comme continent de migration sous le double effet de la fermeture des frontières états-uniennes et de la survenue des crises vénézuélienne et haïtienne. La densité des réseaux est toutefois très relative puisque, si l'on retire du décompte les réseaux mondiaux, le continent n'en héberge que quatre. A l'instar de l'Europe, l'Amérique latine présente une configuration régionalisée, où réseaux transfrontaliers et nationaux s'agrègent pour former un écosystème intégré.

Figure 4: Une configuration spatiale intégrée des réseaux de villes en Amérique latine



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021

Derrière cette apparente ressemblance entre les configurations européennes et latino-américaines se cache en fait une dynamique totalement différente. Sur les quatre réseaux identifiés, un seul est un regroupement national. Les trois autres sont initiés et soutenus soit par une organisation régionale (le Mercosur), soit par une organisation internationale (le HCR, l'UNESCO ou le Conseil des Gouvernements Locaux Unis - CGLU) (voir tableau 5). Cette prévalence des organisations internationales caractérise la dynamique de création des réseaux de villes dans les pays du Sud. Selon nos investigations, un cas de figure similaire s'observe en Afrique, où dominant les réseaux mondiaux (voir le chapitre de Jeremy Pasini dans cet ouvrage).

Tableau 5: Les réseaux de villes en Amérique latine, des réseaux généralistes et sponsorisés

Nom	Date de création	Zone	Champ d'activité	Mode de création	Type
Sello Migrante	2015	National (Chili)	Spécialisé	Spontanée	Association
Coalition of Latin American and Caribbean Cities against Racism, Discrimination and Xenophobia	2006	Regional	Spécialisé	Sponsor (UNESCO ICCAR project)	Association
Ciudad Solidaria	2004	Regional	Spécialisé	Sponsor (HCR)	Association
Federación Latinoamericana de Ciudades, Municipios y Asociaciones de Gobiernos Locales	1981	Regional	Generaliste	Sponsor (CGLU)	Forum
Mercociudades	1995	Regional	Generaliste	Sponsor (Mercosur)	Forum

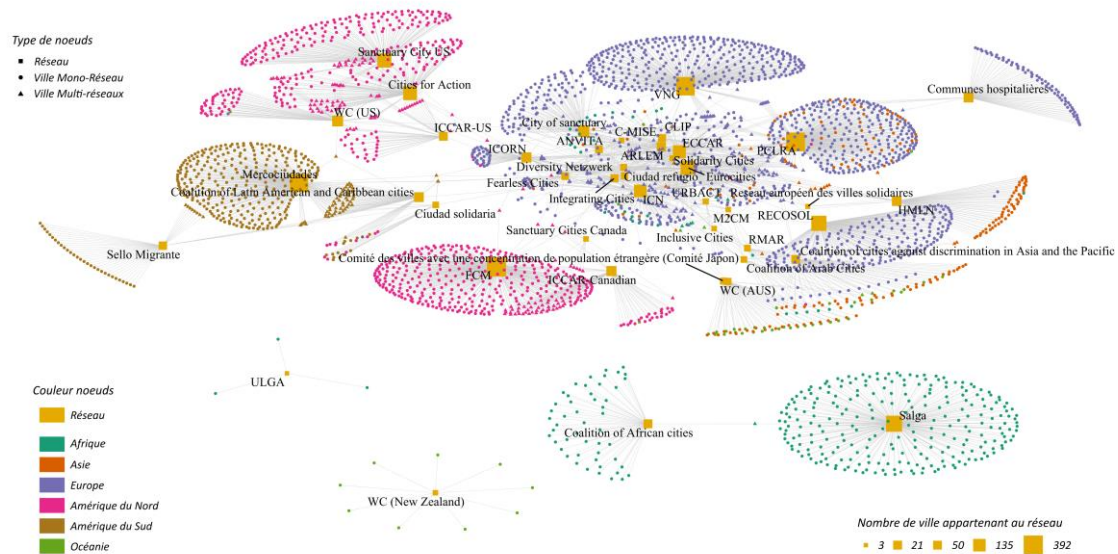
Ainsi, le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) s'implique pour soutenir le réseau *Ciudad solidaria*. Ce réseau rassemble les villes ayant mis en place des mesures en faveur de l'accueil et l'insertion des réfugiés en provenance du Vénézuéla: l'immense majorité des exilés de cette zone du monde où il n'y a pas de camps réside en ville. Le réseau *Sello Migrante* est un contre-exemple (Yévenes, Rivera, 2021). Actif au Chili, il rassemble des villes qui ont mis en place une série de mesure en faveur de l'inclusion des populations immigrées. En décembre 2015, le gouvernement (Département des migrations et de la citoyenneté, DEM), décide de créer un label « *sello migrante* » pour ces municipalités. Il s'agit de l'une des rares initiatives gouvernementales sur la question de l'insertion (il n'y a pas de politique migratoire au Chili et le DEM n'a pas de mandat dans ce domaine). Le label marque une délégation de fait aux municipalités qui choisissent de développer des institutions ou des mesures spécifiques en direction des immigrants.

III. LES VILLES NODALES : PIÈCES ESSENTIELLES DE L'ARCHITECTURE GLOBALE DES RESEAUX DE VILLES

L'analyse a mis en évidence le rôle des organisations internationales dans la fabrique de ce « petit monde » des villes accueillant les migrants. Toutefois, si l'on retire ces réseaux soutenus

par ces organisations de la carte globale, on constate que cet écosystème demeure extrêmement interconnecté (Figure 5). Seuls trois réseaux sont à l'écart : deux en Afrique (signifiant par-là l'importance des organisations internationales dans l'arrimage du continent dans cet entrelacs international, voir le chapitre de Jérémy Pasini) et un en Nouvelle-Zélande.

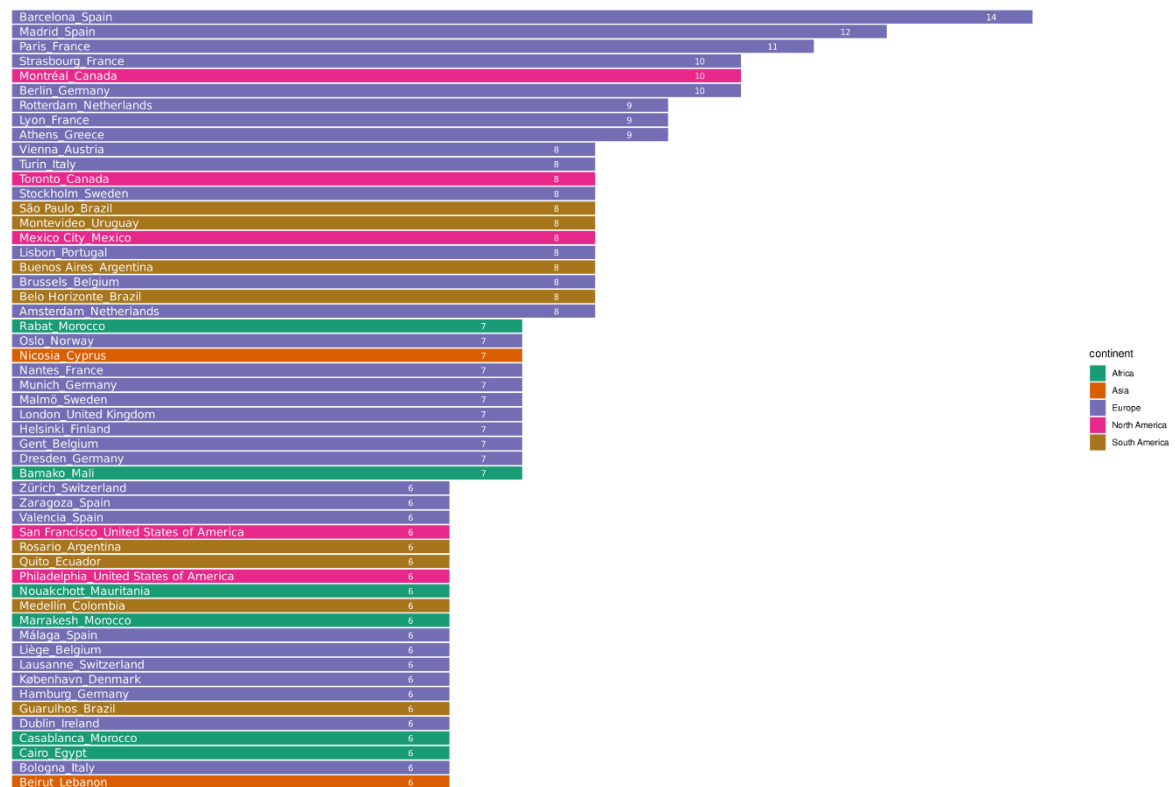
Figure 5: Les réseaux de villes à dimension régionale et nationale dans le monde



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021.

Les villes nodales sont les acteurs centraux de cette interconnexion. Elles peuvent se définir comme les villes qui appartiennent à plusieurs organisations interville à la fois. Parmi elles, Barcelone apparaît comme la plus investie, avec 14 adhésions (Figure 6). Elle a développé une politique d'internationalisation extrêmement dynamique. Elle a su mettre en oeuvre un agenda international reposant sur une stratégie multiscale. La municipalité poursuit ainsi une visée régionaliste (pour se distinguer de la capitale), méditerranéenne (en s'affichant comme centralité méditerranéenne), et internationale (comme acteur majeur de la diplomatie urbaine internationale) (Zapata-Barrero, 2022). La ville est, par exemple, le principal artisan du *Red de Municipios de Acogida de Refugiados* et de *Ciudades Refugio*, deux réseaux de villes espagnoles. La maire de Barcelone a en effet œuvré pour convaincre les municipalités (toutes dirigées par des coalitions de gauche) de rejoindre ces réseaux. Par ailleurs Barcelone est aussi le siège du Conseil des Gouvernements Locaux Unis (CGLU), instance représentant les collectivités territoriales auprès de l'ONU.

Figure 6: Classement des 50 villes nodales les plus investies dans des réseaux de villes

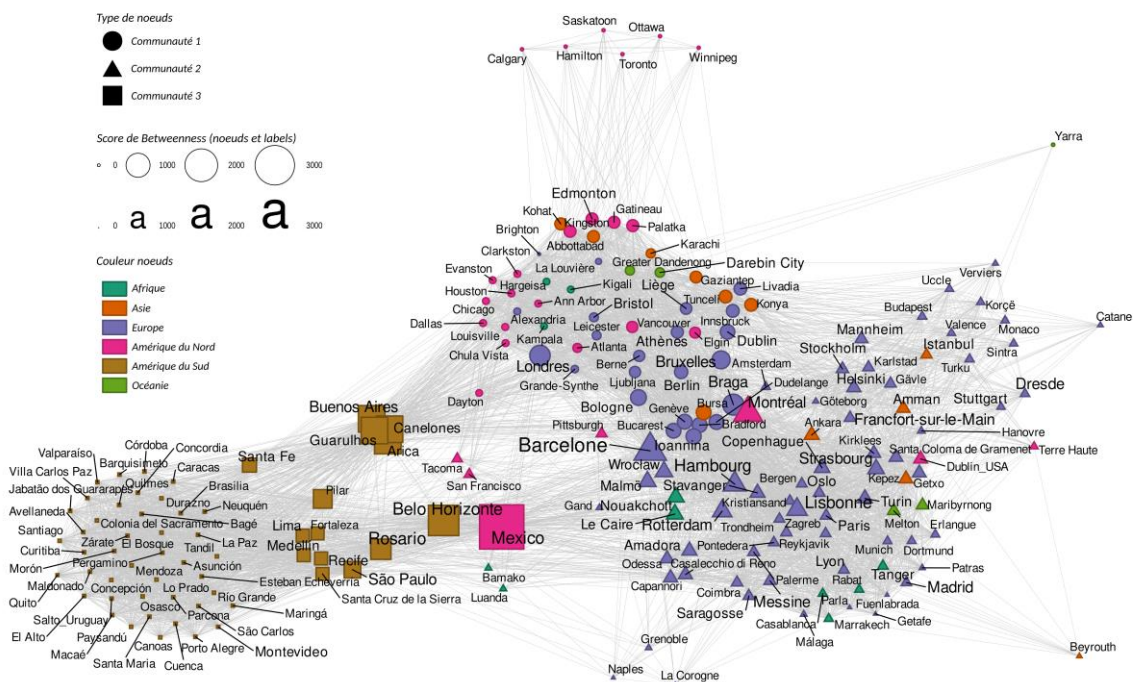


Source et réalisation ?

Ce classement est construit à partir du nombre de réseaux auquel les municipalités ont adhéré. Il confirme que les villes participant à un grand nombre de réseaux sont majoritairement européennes, et dans une moindre mesure, d'Amérique du Nord. Montréal est la seule ville non européenne dans les dix premières villes les plus interconnectées. À noter cependant l'émergence des villes latino-américaines dans ce classement avec Sao Paulo, Montevideo, Buenos Aires et Belo Horizonte. Ce classement ne laisse cependant pas préjuger de leur importance relative au sein de cet écosystème international. Les villes européennes se situent en effet au sein d'un espace déjà fortement interconnecté. Les connexions qu'elles apportent sont dès lors souvent redondantes. À l'inverse, d'autres villes nodales ont la particularité de relier des régions faiblement connectées. Elles sont donc des clés de voute moins visibles qui permettent la formation de ce « petit monde ». Nous proposons un indicateur d'intermédiation (*betweenness*) pour mettre ces villes en évidence. Cet indicateur mesure l'importance d'un nœud dans un réseau en fonction du nombre de chemins les plus courts qui le traversent. En d'autres termes, il évalue le degré de contrôle qu'un nœud exerce sur la communication entre les autres nœuds du réseau. Ainsi, une ville avec une valeur d'intermédiation élevée est une ville

importante pour la communication entre les autres villes du réseau. Il peut s'agir d'une ville centrale qui relie différents groupes de villes, ou d'une ville qui se trouve sur un chemin crucial entre deux villes importantes. A partir de cet indicateur, nous avons construis le graphique 7 qui positionne les villes nodales en fonction de leur indice et de leur lieu (i.e. entre quelles groupes de villes) d'intermédiation

Figure 7: Villes nodales et intermédiation



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Grégoire le Campion, 2021.

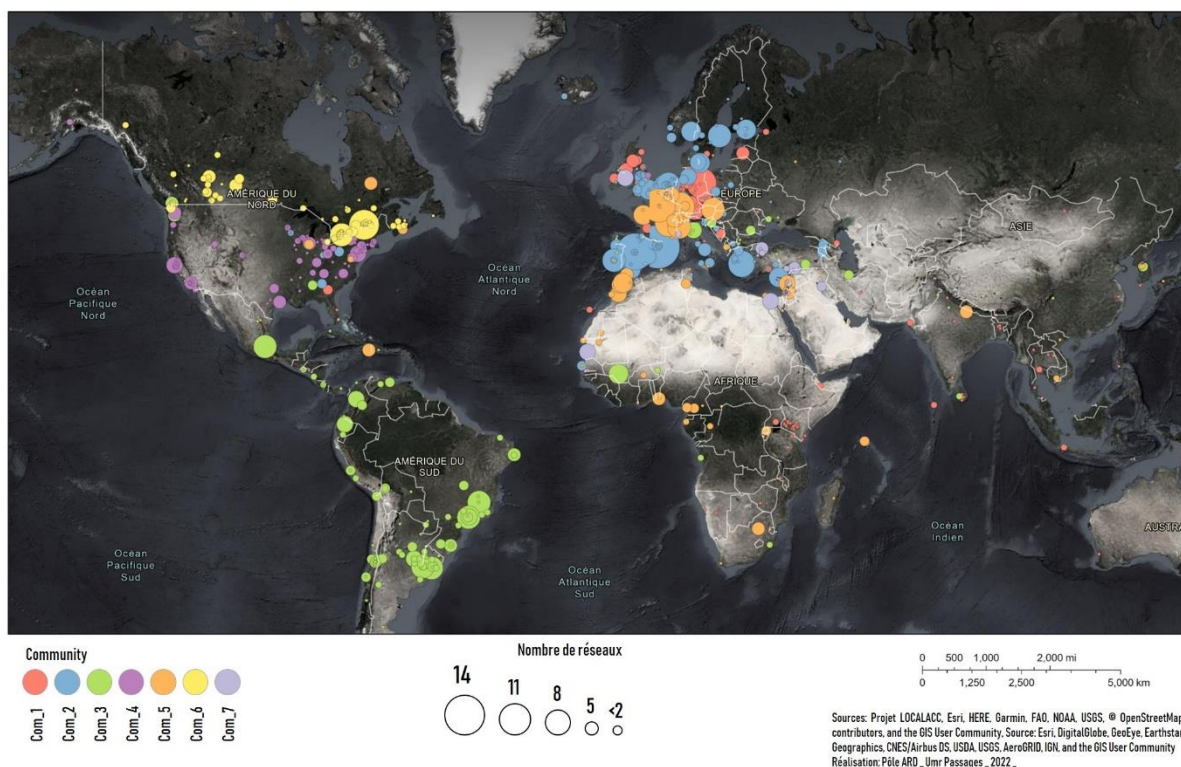
Parmi elles, les villes latino-américaines (Mexico, Belo Horizonte...) constituent des relais vers l'Europe et l'Afrique *via* des villes nodales telles que Barcelone ou Le Caire. Buenos Aires ou Canelones le sont davantage avec l'Amérique du Nord (Dayton, Vancouver, etc.). De même, Montréal apparaît comme la principale ville faisant le lien entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Une approche complémentaire est d'aborder les liens entre villes sous l'angle des communautés du réseau. La détection de « communauté(s) » est un domaine important de l'analyse de réseaux qui vise à identifier des groupes de nœuds qui sont plus connectés entre eux qu'aux autres nœuds du réseau. Ces groupes, appelés « communautés », peuvent représenter des groupes d'individus ayant des intérêts communs, des structures organisationnelles ou des fonctions spécifiques dans

le réseau. Ici, nous avons appliqué l’algorithme de Louvain au réseau des villes nodales. Il s’agit de l’un des algorithmes les plus populaires pour la détection de communauté. Il utilise une heuristique basée sur la modularité, qui mesure la densité des liens à l’intérieur des communautés de villes nodales par rapport aux liens entre les communautés. Trois communautés ressortent, représentées sur la figure 7 par la forme des nœuds qui correspondent à nos villes nodales : une communauté latino-américaine, une communauté Europe-Afrique-Moyen orient et une communauté plus hétérogène où se regroupent quelques villes américaines, européennes et asiatiques.

Afin de préciser cette analyse, nous avons appliqué cet algorithme à l’ensemble de nos villes puis nous les avons cartographié. L’analyse fait ressortir sept communautés distinctes (Carte 1).

Carte 1: Les villes nodales selon la communauté et le nombre de réseaux concernés



Source : Recherches Thomas Lacroix, 2019-2020 ; Réalisation graphique : Pablo Salinas, 2021.

Cinq de ces communautés sont d’envergure régionale ou nationale : l’Europe (2) ; l’Amérique latine (3), les États-Unis (4) ; le Canada (6) et le Moyen-Orient (7). Elles répondent à une logique de proximité géographique (les villes sont en lien avec leurs voisines). Deux communautés répondent davantage à une logique linguistique : une communauté anglophone

(1) qui rassemble des villes britanniques, quelques villes baltiques (Allemagne, Suède, Lettonie), mais également des villes d'Afrique australe et orientale, d'Asie du Sud (Pakistan, Inde, Bangladesh) et du Sud Est (Thaïlande) ; une communauté francophone (5) qui, outre les pays francophones européens (France, Belgique, Suisse), recrute en Afrique du Nord (Maroc, Tunisie), de l'Ouest (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Benin), équatoriale (Cameroun, Gabon, Congo, Rwanda), Moyen-Orient (Liban) et Asie du Sud Est (Viet Nam, Cambodge). Ces deux dernières communautés redessinent les contours d'une géographie postcoloniale des villes accueillantes. La proximité linguistique et historique apparaît comme l'un des moteurs de coalition interurbaine.

CONCLUSION

Notre analyse des réseaux de villes dans le monde repose sur une approche proprement quantitative des liens qu'ils tissent entre villes accueillantes. Le contexte politique régional explique en grande partie les spécificités de leur configuration spatiale. De même, un examen de ces réseaux fait apparaître l'importance de deux catégories d'acteurs qui permettent de faire lien par-delà les continents : les organisations internationales d'une part, les villes nodales d'autre part. Toutefois, cet examen surplombant ne laisse préjuger des effets de ces réseaux sur la vie des migrants. En effet, ces derniers varient d'une ville à l'autre. Comme le montre le cas d'Almada au Portugal (cf. le chapitre de Amandine Desille dans ce volume), les membres de ces réseaux peuvent exploiter leur place dans les organisations pour en tirer des ressources financières ou politiques, sans effet visible pour les associations de terrain. Ce transfert dépend de la volonté politique des élus, mais aussi de leur capacité à adapter les modèles et arguments issus de ces réseaux aux réalités sociales concrètes. Les autres chapitres de cette partie de l'ouvrage permettent d'aller plus loin dans notre compréhension des réseaux de villes.

Références citées

- ACUTO Michele, RAYNER Steve, 2016, « City networks: breaking gridlocks or forging (new) lock-ins? », *International Affairs*, 92 (5), p. 1147-1166.
- AHOUGA Younes, 2017, « The local turn in migration management: The IOM and the engagement of local authorities », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (9), p. 1523-1540.
- ANDONOVA Liliana B., BETSILL Michele M., BULKELEY Harriet, 2009, « Transnational climate governance », *Global environmental politics*, 9 (2), p. 52-73.
- BHABHA Homi K. (2004), *The Location of Culture*, London and New York, Routledge.
- CAPONIO Tiziana & BORKERT Maren, 2010, *The Local Dimension of Migration Policymaking*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- COHEN Robin, SHERINGHAM Olivia, 2017, *Encountering Difference. Diasporic traces, creolizing spaces*, Cambridge and Malden, Polity.

- COTTLE Jennie, 2022, « The Rise of Sanctuary in the United States during Political Crises: Local policy resistance in the face of immigrant criminalization and increasing federal enforcement ». Th. Doct. Science Politique, Paris : Université Sorbonne Nouvelles Paris 3
- CURTIS Simon, 2016, « Cities and global governance: State failure or a new global order? », *Millennium*, 44 (3), p. 455-477.
- DE GRAAUW Els, 2014, « Municipal ID cards for undocumented immigrants: Local bureaucratic membership in a federal system », *Politics & Society*, 42 (3), p. 309-330.
- DOYTCHEVA Milena, 2019, « Politiques de la diversité: perspectives transnationales. », *SociologieS*.
- HOLSTON James, APPADURAI Arjun, 1996, « Cities and citizenship », *Public Culture*, 8, p. 187-204.
- HOUSEL Jacqueline, SAXEN Colleen, WAHLRAB Tom, 2018, « Experiencing intentional recognition: Welcoming immigrants in Dayton, Ohio », *Urban Studies*, 55 (2), p. 384-405.
- HUDSON Graham, 2019, « City of hope, city of fear: Sanctuary and security in Toronto, Canada », in Bauder Harald, Darling Jonathan (Ed.) *Sanctuary cities and urban struggles. Rescaling migration, citizenship, and rights*, Manchester, Manchester University Press, p. 77-104.
- JACOBS Jane M., 2012, « Urban geographies I: Still thinking cities relationally », *Progress in Human Geography*, 36 (3), p. 412-422.
- LACROIX Thomas, FURRI Filippo, HOMBERT Louise, 2022, « International migration and the rise of urban militant networks in the Mediterranean », *Frontiers in Political Science*, 4, 12 pages.
- LEGALES Patrick, 1995, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, n°1, p. 57-95.
- MANCINA Peter, 2019, « Sanctuary cities and sanctuary power », *Open Borders. In Defense of Free Movement*, Athens, University of Georgia Press Athens, p. 250-263.
- OOMEN Barbara, 2019, « Decoupling and Teaming up: The Rise and Proliferation of Transnational Municipal Networks in the Field of Migration », *International Migration Review*, vol. 54, n°3, p. 913-939.
- OOSTERLYNCK Stijn, BEECKMANS Luce, BASSENS David, DERUDDER Ben, SEGAERT Barbara, BRAECKMANS Luc, 2018, *The city as a global political actor*, London, Routledge.
- PAQUET Mireille, JOY Meghan, 2022, « Canadian sanctuary policies in context », *Canadian Public Administration*, 65 (4), p. 629-646.
- PENNINX Rinus, 2000, « Integration of immigrants in Europe: policies of diversity and diversity of policies », in D'AMATO Gianni, GERBER Brigitta (éd.), *Herausforderung Integration-Städtische Migrationspolitik in der Schweiz und in Europa*, Zurich, Seismo, p. 45-55.
- PEYROUX Elisabeth, 2016, « Circulation des politiques urbaines et internationalisation des villes : la stratégie des relations internationales de Johannesburg », *EchoGéo*, n°36. <https://journals.openedition.org/echogeo/14623>
- RODRIGUEZ Darlene Xiomara, MCDANIEL Paul N., AHEBEE Marie-Dominique, 2018, « Welcoming America: A Case Study of Municipal Immigrant Integration, Receptivity, and Community Practice », *Journal of Community Practice*, 26 (3), p. 348-357.
- RUSSEIL Sarah, HEALY Aisling, 2015, « Quelles expertises urbaines pour une 'Europe des villes' ? Le réseau "Eurocities" et ses experts », *Politique Européenne*, 49 (3), p. 54-83.
- SOJA Edward W., 1989, *Postmodern geographies: The reassertion of space in critical social theory*, London ; New York, Verso.
- SPENCER Sarah, 2022, « European city network on migrants with irregular status: Exploring functions and outcomes on a sensitive policy issue », *Global Networks*, 22 (3), p. 413-429.
- THOUZE Colleen, 2020, « Cities as emergent international actors in the field of migration: evidence from the lead-up and adoption of the UN Global Compacts on Migration and Refugees », *Global Governance: a review of multilateralism and international organizations*, 26 (4), p. 650-672.
- VARSAANYI Monica, 2010, *Taking local control: Immigration policy activism in US cities and states*, Stanford, Stanford Univ Press.
- VERTOVEC Steven, 2007, « Super-diversity and its implications », *Ethnic and racial studies*, 30 (6), p. 1024-1054.
- VILTARD Yves, 2008, « Conceptualiser la «diplomatie des villes» », *Revue française de science politique*, 58 (3), p. 511-533.
- WHITE Bob W., 2017, *Intercultural cities: Policy and practice for a new era*, New York ; London, Springer.

- YEOH Brenda SA, CHANG Tou Chuang, 2001, « Globalising Singapore: debating transnational flows in the city », *Urban Studies*, 38 (7), p. 1025-1044.
- YÉVENES Claudia Arellano, RIVERA Cristián Orrego, 2021, « Sello Migrante or Restrictive Hospitality: The Case of the Commune of Quilicura in Santiago de Chile », dans FARET Laurent, SANDERS Hilary (éd.), *Migrant Protection and the City in the Americas*, Cham, Springer International Publishing, p. 155-181.
- ZAPATA-BARRERO Ricard, 2022, « New scales of migration governance in the Mediterranean: Regional cities in the spotlight », *European Urban and Regional Studies*, 30 (2), p. 121-134.